



Le vote d'extrême droite d'une partie des jeunes : aurions-nous raté quelque chose ?

Tous les sondages indiquent une augmentation du vote en faveur de l'extrême droite, ceci concerne tous les âges et tous les milieux sociaux. Pour la CFDT, dont les valeurs d'égalité et de solidarité, essentielles, sont remises en cause par ce choix politique, il s'agit d'une menace à prendre au sérieux pour notre démocratie. Les facteurs d'explication de ce vote sont nombreux et très complexes et il ne s'agit pas ici de les exposer.

Cependant, les multiples analyses menées à ce sujet aboutissent toutes à un double constat : une montée du vote d'extrême droite des jeunes de 25 à 34 ans et une corrélation forte entre niveau d'études et vote pour le Rassemblement National. En tant que syndicat de l'Education Nationale et au regard de nos missions éducatives, nous nous devons de nous questionner. Il est en effet établi que ce n'est plus la possession ou non du bac qui est devenue déterminante, bacheliers et non bacheliers votant de façon similaire, mais que c'est à partir de bac plus deux et au-delà que s'amplifie la différence de taux de vote pour le parti d'extrême droite.

Comme l'ont montré François Dubet et Marie Duru-Bellat, les écarts se creusent dangereusement entre diplômés sans doute plus confiants dans l'avenir et dans le système politique d'une part et non ou peu diplômés qui en doutent beaucoup plus d'autre part. En conséquence, si les sondages s'accordent sur une abstention massive de la jeunesse, le choix préférentiel pour Marine Le Pen des 25-34 ans apparaît de plus en plus comme un vote d'adhésion et non comme un simple rejet des autres candidats.

Militants dans les Hauts de France, nous vivons au cœur des anciennes régions industrielles du Nord et de l'Est de la France tout particulièrement concernées par ce vote. Poumons industriels de la France jusqu'aux années 80, des générations de jeunes y ont été dirigées vers des études courtes, on avait besoin d'ouvriers. Aujourd'hui encore la Région des Hauts de France, la plus jeune de France métropolitaine, reste aussi l'une des plus exposées à la pauvreté avec un retard de diplôme prégnant, notamment lorsque l'on s'éloigne des grandes villes et des universités.

Avons-nous peut-être raté quelque chose ? Que faire pour inverser la tendance ?

Le Sgen-CFDT s'engage à :

- renouveler l'action syndicale pour attirer davantage de jeunes vers le Sgen-CFDT et ses valeurs ;
- continuer d'alerter les ministères, notamment MENJS, MESRI.
- remettre au 1er plan la réforme des lycées que souhaite le Sgen-CFDT,

- mettre au cœur de l'action syndicale et de son action revendicative une vraie politique de "discrimination positive scolaire" et d'"ouverture sociale".

Pour cela, le Sgen-CFDT revendique :

- une autre logique de fonctionnement du système scolaire que la logique actuelle, qui prône de façon exacerbée la méritocratie, tout en renvoyant l'échec scolaire à la responsabilité individuelle, en défendant une politique qui prend en compte les compétences, les atouts et potentiels des jeunes sans l'obsession du classement et de la sélection des "meilleurs".

- la promotion d'actions dans les établissements scolaires favorisant les valeurs de tolérance, de non-violence et d'égalité

- une vraie politique d'éducation prioritaire dans le cadre d'une véritable politique publique, dont les associations sont des partenaires à part entière en relation étroite avec les établissements d'enseignement et les enseignant.es ;

- une place centrale pour l'orientation, au cœur des missions des enseignant.e.s, avec l'appui de psychologues de l'éducation nationale en nombre suffisant;

- une politique de formation initiale et continue à la hauteur des enjeux pour tous les acteurs de l'école.

Parce que le Sgen-CFDT a des exigences en termes de valeurs sur lesquelles nous ne transigeons pas,

Parce que le Sgen-CFDT cherche toujours à être force de propositions novatrices, nous devons nous atteler à ce problème d'actualité, c'est urgent !